

« Les économies, ce n'est pas pour les ministres ! »

Ecolo a calculé le coût des cabinets de gouvernement Michel: «Le budget moyen par ministre augmentera et dépassera les 3 millions par an en 2015»

En terme d'économies, le gouvernement Michel ne montrerait pas l'exemple. Les Verts se sont intéressés au coût des cabinets ministériels et le résultat de leur enquête les a plutôt agacés. « C'est heurtant de voir que les ministres s'épargnent alors que l'on oblige la fonction publique à se saigner ! », s'irrite la députée Ecolo Muriel Gerken.

« Le gouvernement Michel fait subir d'énormes coupes budgétaires à certaines administrations (-4% en dépenses de personnel, -20% en frais de fonctionnement et -22% en investissement) », détaille M^{me} Gerken. « Pour le SPF Justice, par exemple, cela représente un effort global de 124.203.000 euros (plus de 70 millions en crédits de personnel et plus de 50 millions en crédits de fonctionnement). Il en va de même pour d'autres départements qui connaissent des économies ponctuelles telles que la Coopération au développement (-150 millions d'euros en 2015), la Défense nationale (- 220 millions d'euros en 2015) ou la SNCB (- 190 millions en 2015). »

Écolo compare ces données chiffrées au coût de fonctionnement du nouveau gouvernement. « On peut constater que les frais de fonctionnement et de traitement des cabinets ministériels sont globalement en baisse de 4% par rapport à 2014 (plus de 2 millions d'euros, NdlR)... mais l'année a été marquée par plusieurs mois d'affaires courantes. Par contre, le coût augmente de 5,81% par rapport à 2013 qui était la dernière année complète du gouvernement Di Rupo. »

UN SECRÉTAIRE D'ÉTAT EN MOINS

Les Verts ne sont-ils quand même pas trop sévères avec un gouvernement qui réduira, en 2015, de 6% les frais ministériels par rapport à cette année? « Oui, mais je vous fais remarquer qu'il y a un poste de secrétaire d'État en moins, que l'on est aussi passé de 6 vice-Prémières à 4, qu'il n'y a plus de réforme de l'État à négocier, matière qui représentait une charge

de travail importante et qui était partagée entre deux secrétaires d'États », renchérit Muriel Gerken. « Le coût par portefeuille est supérieur, de 36.000 euros par portefeuille. On est passé d'un budget moyen par portefeuille de 2.703.000 euros, en 2013 à 2.978.000 euros, en 2014. Sous Michel, le budget moyen par portefeuille est de 3.014.000 euros. »

M^{me} Gerken passe alors en revue quelques ministres particulièrement onéreux à ses yeux. « Et on n'a pris que ceux pour lesquels la comparaison était raisonnable. Si Charles Michel fait un effort à hauteur de... 0,38%, le nombre de détachés augmente chez lui. Koen Geens (CD&V) est 24% plus cher que Turtelboom en 2014 et même 29,85% plus cher qu'en 2013. Pourtant, il détient les mêmes compétences. Jan Jambon (N-VA) est 20% plus cher que Joëlle Milquet en 2013 et 2014. Même s'il doit gérer les

Grandes Villes et la Régie des Bâtimens, ces compétences ne justifient pas une hausse de 20% des coûts de cabinet. »

Ce qui fait dire aux Verts que ce que la N-VA défendait dans son programme électoral lorsqu'elle était dans l'opposition; elle ne l'applique pas lorsqu'elle participe au gouvernement fédéral. « Alors que le gouvernement flamand diminue son nombre de collaborateurs de 452 à 288 (soit un effort de 36%), l'effort au niveau fédéral s'est limité à 11% (de 932 à 827). C'est vraiment agaçant. On dirait que tout est permis au fédéral pour le parti de M. De Wever. »

« La N-VA est très loin d'appliquer ce qu'elle défendait dans l'opposition »

Autre source d'agacement pour Écolo, le recours massif à des experts : « +51 % par rapport à 2014 ! »

Écolo ne brûle pourtant pas les expertises externes. « C'est im-

portant », reconnaît l'élue « mais ce n'est pas acceptable de recourir aux expertises privées parce que l'on a supprimé de personnes compétentes dans la fonction publique. » ■

DIDIER SWYSE

PAR RAPPORT AU GOUVERNEMENT DI RUPO

« 63 collaborateurs en moins »

« Je ne vais pas refaire les calculs d'Écolo qui sont orientés », réagit Frédéric Cauderlier, porte-parole du Premier ministre. Pour lui, la Chancellerie va réaliser une économie de 2,8 millions d'euros en 2015 en comparaison avec 2014, grâce, notamment à des efforts du personnel et à la réduction des moyens de fonctionnement. « En outre, l'enveloppe de fonctionnement pour la communication externe de la Chancellerie est diminuée de 952.000 euros », précise-t-il. Pour l'ensemble des cabinets du gouvernement fédéral, l'économie est de 2,4 millions. « Le gouvernement Michel diminue le nombre de collaborateurs engagés au sein des cabinets de 63 unités. Au total, 769 membres de cabinets sont engagés contre 832 sous la précédente législature », souligne Frédéric Cauderlier. Et d'insister : « Tous les départements doivent faire des efforts pour assainir les finances de l'État ».

CHERS EXPERTS

Quant à la hausse de 100 % du coût des experts au cabinet de

Koen Geens, elle s'explique par la sixième réforme de l'État qui impacte directement la Justice. Des cours et des tribunaux sont créés tandis qu'un master plan est établi pour de nouvelles prisons. Par

ailleurs, « l'ancienne ministre de la Justice Annemie Turtelboom s'était constamment plainte de l'insuffisance des effectifs d'experts afin de pouvoir s'acquitter de ses responsabilités de manière optimale » pointe le cabinet Geens. Le nouveau gouvernement a entendu ces griefs en accordant un budget de 2,958 millions d'euros.

Si le ministre Willy Borsus reprend effectivement les matières liées aux Classes moyennes et à l'Agriculture, il a, en plus, l'Intégration sociale. « C'est une grosse compétence car elle implique la tutelle sur les CPAS », relève son cabinet. Au cabinet de Jan Jambon, le ministre de l'Intérieur, on se refuse à commenter des chiffres que l'on ne connaît pas. « Mais, nous n'utilisons que 70 % de notre budget de fonctionnement. Du temps de Joëlle Milquet, c'était 75 % », indique la porte-parole. ■

YH

Comparaison entre les gouvernements Michel (2015) et Di Rupo (2013)

Gouvernements Michel/Di Rupo

Coût des experts +74,92%

Budget total : **+5,66%**

Coût moyen par membre du gouvernement Michel : 3.014.830 euros

Coût moyen par membre du gouvernement Di Rupo : 2.703.110 euros

Premier ministre

Charles Michel / Elio Di Rupo

Coût des experts : +62,20%

Budget total : **+4,21%**



Ministre de la Justice

Koen Geens / Annemie Turtelboom

Coût des experts : +100%

Budget total : **+29,85%**



Ministre de l'Intérieur

Jan Jambon (chargé également des Grandes Villes et de la Régie des bâtiments) / Joëlle Milquet (chargée également de l'Égalité des chances)

Coût des experts : +57,25%

Budget total : **+20,36%**



Ministre du Budget

Hervé Jamar (chargé également de la Loterie nationale) / Olivier Chastel (chargé également de la Simplification administrative)

Coût des experts : +13,81%

Budget total : **+10,28%**



Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture

Willy Borsus (chargé également de l'Intégration sociale) / Sabine Laruelle

Coût des experts : +66,67%

Budget total : **+15,59%**



Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Maggie De Block / Laurette Onkelinx (chargée également de Beliris des Institutions culturelles fédérales)

Coût des experts : +146,71%

Budget total : **-23,31%**



Ministre des Finances

Johan Van Overtveldt / Koen Geens

Coût des experts : -21,12%

Budget total : **-11,51%**



Source Ecolo